

Roșia Montană et les mouvements d'opposition

Entretien avec Andreea Piloiu

Interview – Echange - Discussion

Depuis plusieurs mois, la population roumaine manifeste pacifiquement contre ses autorités politiques parce que celles-ci ne veulent pas écouter le message qu'elle essaie vainement de lui transmettre. Loin de s'étouffer, le mouvement de protestation s'amplifie de semaine en semaine et touche de plus en plus de villes roumaines. Les médias locaux en parlent mal, souvent de façon orientée, et les médias occidentaux en parlent peu, très peu !

Un article, paru dans le quotidien lausannois *24 Heures* du 11 septembre 2013, a attiré l'attention de plusieurs membres du Comité suisse. Outre la présentation des informations factuelles, l'auteur y faisait référence à une jeune Roumaine, assistante à l'Université de Lausanne, à la source de plusieurs données citées dans l'article. Un tour de table a vite débouché sur une unanimité : contacter cette personne pour avoir un avis autorisé sur la question.

Décision fut prise d'en parler dans notre publication *Le Réseau*. Mais, plutôt que de présenter une sélection d'articles regroupés dans une revue de presse à propos de Roșia Montană, comme nous le faisons fréquemment, nous avons fait le choix de faire part de cet entretien avec Madame Andreea Piloiu. Il reflète le point de vue et les sentiments d'une personne qui suit la question depuis plusieurs années, mais il fait aussi référence à des situations qui sont très peu connues du public, non seulement ici mais surtout en Roumanie même. Une certaine opacité a été entretenue par les responsables du pays. Elle commence à s'estomper et la vérité à apparaître au grand jour, ce qui n'est pas fait pour calmer les manifestants... D'autant que le révélateur de Roșia Montană commence à servir de modèle pour les manifestations contre le gaz de schiste...

Vu l'ampleur des sujets abordés au cours de cet entretien, réalisé le 18 octobre 2013, nous en avons sélectionné les plus actuels pour les présenter en un article paru dans *Le Réseau* N° 48 – Décembre 2013. Par contre, la totalité des sujets traités est reprise ici ; on y parle aussi de l'esprit du village roumain et de l'atmosphère particulière qui prévaut dans celui de Roșia Montană, de la déstructuration sociale et des projets de relogement des habitants, de la pression internationale, ainsi que de l'implication de l'auteur en Suisse pour faire connaître le sujet. Nous avons gardé le style oral de l'entretien.

*

* *

- *Le Réseau* – Comment avez-vous été mise en contact avec le problème de Roșia Montană ?

- *Andreea Piloiu* – Cela fait déjà très longtemps que je connais ce problème. Je ne me souviens plus exactement comment j'ai découvert ce sujet, mais cela fait plusieurs années. Je n'avais même pas quitté la Roumanie quand j'ai trouvé les détails de ce projet ; donc c'est avant 2006. Je pense que c'était après avoir vu quelque chose dans les médias et, par après, j'ai cherché sur Internet. Je fais cela d'habitude : quand je vois quelque chose, j'essaie toujours de lire un peu plus et trouver différentes opinions pour contrôler ce qui se passe.

- Et vous avez été mise au courant, la première fois, uniquement par les médias ou par des contacts personnels ?

- Je crois que c'est par les médias, à ce moment-là. Ce n'était pas par une discussion avec des amis ou dans ma famille que j'ai appris que ce problème existait à Roșia Montană. Je ne me souviens pas exactement quand et où j'ai vu ces informations, mais c'était dans les médias ou sur Internet, parce que je lis les nouvelles sur Internet aussi.

- Et quelle a été votre première réaction quand vous avez appris l'existence de ce problème ?

- Initialement, je ne savais pas exactement ce qui se passait. J'ai découvert l'opinion de la compagnie RMCG (Roşia Montană Gold Corporation), en fait, qui voulait créer un projet et des emplois dans les villages de cette région. Ensuite, il y avait aussi des discussions concernant la méthode à utiliser pour sortir les minerais et, en principe, l'or et l'argent. Je me suis intéressée à ce problème, sans avoir, au début, une idée pour ou contre. J'ai essayé de comprendre un peu mieux les détails. Puis, j'ai trouvé sur Internet, la page de l'association *Alburnus Maior*, qui soutient la résistance des personnes qui habitent à Roşia Montană. Il y avait plusieurs choses évidentes. C'est là que j'ai appris la plus grande partie des problèmes qui existent par rapport à ce projet, parce que tous n'étaient pas présentés dans les médias, à ce moment-là.

- Et quand vous avez parcouru les arguments qui étaient défendus par l'association *Alburnus Maior*, vous avez, en même temps ou en parallèle lu les arguments défendus par la société ?

- Oui, parce que je suis allée plusieurs fois sur le site de la société. J'ai lu leur présentation, les propositions de ce qu'ils veulent faire. Ils présentaient aussi les arguments sur la façon dont ils allaient analyser un peu le site, y compris par des fouilles archéologiques, ouvrir des musées, etc. Je me suis donc intéressée aux deux parties. Mais, par la suite, je me suis rendu compte que les problèmes posés sont beaucoup plus grands que ce que la compagnie veut laisser croire, mis en parallèle avec un petit musée ou les quelques emplois qu'ils veulent offrir !... Parce que le projet, si on le regarde de façon complète, se déroule pour 16 ans ; mais, par après, ce qui va se passer avec cette zone, personne ne se le demande, en fait ! De mon point de vue, il est beaucoup plus important d'avoir une vision plus longue et... j'ai toujours soutenu le développement durable. C'est pour cela que cela m'a un peu choquée de ne rien voir sur la façon de gérer la zone après l'exploitation. La compagnie ne propose rien ! Même les garanties qu'ils veulent offrir en cas d'accidents, pendant la période des 16 ans, sont très, très réduites. Parce que l'accident qu'il y a eu à Baia Mare, dans les années 2000, a coûté des milliards de lei !... Cela a aussi coûté très, très cher, parce que cela a affecté la Roumanie et la Hongrie, et toutes les rivières qui coulent vers la mer Noire. Le projet à Baia Mare était beaucoup plus petit que celui de Roşia Montană et le coût était beaucoup plus grand que ce que la RMGC veut donner comme garantie. Je me suis dit que cela n'avait pas trop de sens, en fait... De mon point de vue, si on essaie d'analyser la question économique, pour voir si ce projet est profitable ou non à l'Etat roumain, on se rend compte que, en fin de compte, la Roumanie va avoir beaucoup plus de pertes que de gains, si on devait continuer à soutenir ce projet.

- Il y a une disproportion assez flagrante entre la part de l'Etat et celle de la société, si on envisage l'angle de la propriété des actions et celui des bénéfices escomptés. Si j'ai bonne mémoire, je crois que c'est 80 % de parts pour l'entreprise et 20 % pour l'Etat roumain. Mais, pour les bénéfices, il me semble avoir lu que c'est 97 % pour l'entreprise et 3 % pour l'Etat roumain ?

- Oui, jusqu'à présent, l'Etat roumain avait une loi qui disait que les bénéfices dans les exploitations minières sont limités à 3-4 % ; la loi qui a été votée à la fin de l'année a fait passer ce bénéfice à 6 %. Mais, même comme ça, cela n'a pas de sens ! Même si on double les bénéfices de 3 à 6 % ! Mais je pense qu'ils ont augmenté les bénéfices de 4 à 6 %. En fait, c'est comme si on donnait tout pour presque rien.

- Effectivement ! Je ne comprends pas non plus comment l'Etat roumain peut accepter des positions pareilles.

- Si on fait une analyse économique, on ne peut pas les accepter. Le problème est que les personnes qui prennent les décisions ne regardent pas les arguments ; ils regardent seulement ce que la situation exige. S'il y a une force plus grande – comme c'est le cas avec la compagnie minière RMGC ou la compagnie Chevron qui veut faire une exploitation de gaz de schiste –, une compagnie qui a beaucoup d'argent, qui contrôle beaucoup de gens, tout le monde va simplement faire ce que la compagnie veut ! Il y a trop, trop d'intérêts... Malheureusement, l'Etat est trop corrompu ; on ne peut vraiment plus faire confiance à l'Etat ! C'est tout.

- Quand on voit les volte-face de l'Etat, ces derniers temps, quand on voit le point de vue du président Băsescu, d'une part, puis le premier point de vue de Victor Ponta, avant qu'il ne change de position, et les idées qui avaient été données par le président du Parlement, Crin Antonescu, comment percevez-vous la chose, personnellement, en voyant ces changements, cette valse-hésitation ? Est-ce que, dans votre esprit, ce qui prime au départ, c'est le fait que ce sont des gens qui ne savent pas où ils veulent aller ou, comme vous le disiez, c'est parce qu'ils sont corrompus et qu'ils essaient de pouvoir en retirer le maximum ? Ou encore, c'est parce qu'ils sont un peu dépassés par leur opinion publique ?

- Je crois qu'ils se trouvent dans une situation un peu inattendue, maintenant. Ils ne savaient pas comment réagir quand les protestations ont commencé au début du mois de septembre et, bien sûr, ils sont complètement subordonnés à la volonté des compagnies qui veulent faire les investissements. Ils ne savaient pas comment réagir. Ils ont essayé de calmer les protestataires, des gens pour lesquels, en fait, le projet doit être rejeté, il ne doit plus continuer ; les gens ont dit non. Par après, les politiciens ont complètement changé d'avis. Mais tout le monde s'attendait à cela. L'année passée, Victor Ponta s'opposait au président Băsescu et il était, alors, toujours contre le projet minier de Roșia Montană et contre l'exploitation des gaz de schiste. A ce moment-là, il était aussi « vocal » qu'aujourd'hui, mais il avait des opinions qui étaient *contre* le projet. Aujourd'hui il est très « vocal », mais il est *pour* soutenir le projet. Alors, quand il fait des déclarations, en fait, personne ne le croit sérieusement. Tout le monde sait que, d'une façon ou d'une autre, il va essayer de trouver une manière d'agir pour ne pas être contre la volonté des entreprises. Même maintenant, au Parlement, où la loi doit être discutée concernant l'exploitation de Roșia Montană, il y a toujours des diversions. Ils essaient de faire passer presque la même loi mais avec un autre titre, ou encore de généraliser un peu la situation pour qu'elle ne s'applique pas seulement à Roșia Montană, pour dire que c'est une autre loi générale, qui n'est pas liée à la compagnie RMGC. Il n'y a que des diversions ! L'idée est la même : de ne pas faire ce que le peuple veut, mais de faire ce que les autres compagnies disent, en fait. La réalité est que les déclarations de Victor Ponta ou de Băsescu, ceux qui protestent dans la rue ne les écoutent plus ! Le Premier ministre a changé trop de fois d'orientations.

- Mais il va pourtant devoir prendre une décision, à un certain moment ?

- Maintenant, il commence à menacer les protestataires qu'ils vont intervenir en force avec la gendarmerie. Et je pense que les choses vont se compliquer encore plus, parce qu'il refuse d'accepter la situation et qu'il essaie toujours de manipuler des documents, des contrats, des déclarations... Il fait aussi des déclarations fausses, il donne des arguments qui sont des mensonges, en fait... Si on veut les vérifier sur Google, c'est très facile. On voit que c'est le contraire de la réalité !

- Vous pourriez donner quelques exemples de ces contradictions et mensonges ?

- Par exemple, le Premier ministre a toujours donné en exemple les mines en Finlande qui utilisent un processus qui se base aussi sur le cyanure. Il dit que ces mines sont les meilleures, qu'il n'y a pas de problème et qu'en Roumanie on va appliquer une technologie similaire. Même si ce n'est pas du tout le cas ! Il y a eu deux personnes, un chercheur en chimie de Finlande et aussi un euro-parlementaire de Finlande, qui ont fait des déclarations qui contredisaient les déclarations de notre Premier ministre. Le Premier ministre disait que les mines de Finlande sont un bon exemple de ce qui va se passer en Roumanie, sans aucun problème pour la protection de l'environnement, avec toutes ces garanties qui sont mises en place, alors que ces personnes, qui viennent vraiment de Finlande, ont contredit directement ce que le Premier ministre a dit ; ils ont apporté des exemples de tous les problèmes que la Finlande connaît à cause des mines. Il y a d'autres exemples que le Premier ministre a essayé de prendre comme exemples positifs. Et, en fait, si on regarde attentivement, ce sont des gros problèmes sociaux qui se cachent derrière tous ces exemples !

Il fait aussi toujours des suggestions que les protestataires sont conduits par différentes forces cachées, comme des ONG étrangères. Il y a deux jours, on a eu des protestations à Vaslui contre les gaz de schiste et le Premier ministre a dit que ce sont des vieilles personnes, contrôlées par les Russes, et soutenues par d'autres ONG. En fait, ces déclarations sont de parfaits mensonges. Il suffit de regarder un peu le peuple, les gens qui participent à ces protestations...

- Et quand on lui fait remarquer que ce sont des arguments qui sont faux – parce que je suppose qu'il y a quand même certaines personnes, ou certaines associations ou certains organismes qui lui retournent les arguments, les éléments – quelle est sa réaction ?

- Il dit que c'est l'avis des « spécialistes » de la compagnie qui compte. Et les spécialistes disent que c'est un projet bénéfique pour la société roumaine. Donc il n'essaie pas trop d'argumenter... En fait, c'est très, très facile de le contredire, mais il refuse la discussion...

- Vous croyez que c'est pour cela qu'il s'est déchargé du fardeau sur le Parlement, pour ne pas devoir prendre ses responsabilités ?

- Oui, je pense que c'est aussi pour cela. Quoique le Parlement et le parti du Premier ministre... Une commission spéciale a été créée pour mettre en route ce projet de loi. Dans cette commission, 18 ou 20 membres discutent avec les protestataires, discutent avec la compagnie, interviewent et interrogent différentes personnes. Cette commission vient de décider de changer le projet de loi. Elle a refusé de l'annuler et a pris la décision de changer ce projet de loi de façon telle qu'il devienne légal. La décision, dans cette commission, a été prise avec les voix de la majorité du parti d'où vient le Premier ministre. C'est pour ça que je crois que le parti du Premier ministre a des intérêts beaucoup plus

larges et que, même, l'activité de cette commission est discutable concernant le projet. Peut-être y a-t-il simplement une stratégie pour faire passer la loi. Au début, dès que la loi est passée, à la fin du mois d'août, on a eu des protestations. Ensuite, le Premier ministre a dit qu'il allait rejeter la loi. Mais il a changé d'avis par la suite et a dit qu'il allait y avoir une commission pour analyser la loi. En fait, le travail de cette commission est de changer subtilement la loi de façon telle qu'elle devienne légale. Parce que, plus fondamentalement, cette loi est complètement illégale, si on regarde l'avis du ministère de la Justice la concernant !

- Elle est illégale en se basant sur quels arguments ?

- Sur plusieurs arguments concernant l'inconstitutionnalité. Il y a plusieurs points très importants qui ne sont pas du tout constitutionnels. Le ministère de la Justice, dans son avis, a dit plusieurs fois que cette loi incite à avoir des comportements anticonstitutionnels et que, si cette loi passait, elle allait créer un précédent. Les autres compagnies pourraient demander les mêmes droits que ceux que la RMGC recevrait.

- Et pourquoi est-elle inconstitutionnelle ?

- Premièrement parce c'est une loi entre l'Etat et une compagnie privée, alors qu'une loi doit toujours avoir un caractère général.

- Mais la loi existait avant ?

- Non ! Cette loi a été créée durant l'été. Elle n'existait pas avant ! Cette loi a été créée spécialement pour la compagnie RMGC, de telle façon qu'elle reçoive tous les permis dont elle a besoin pour continuer l'exploitation. Parce qu'ils ont attendu 14 ans ou 16 ans sans démarrer l'exploitation et, maintenant, ils ont dit : « On ne veut plus attendre ». Alors on va juste passer une loi. Et toutes les autres « petites » lois devraient s'y soumettre. On ne les regarde plus, en fait, on n'en tiendrait plus compte.

- Donc toutes les lois qui s'opposeraient à cette nouvelle loi seraient balayées d'office ?

- Oui.

- Ce n'est pas tellement constitutionnel non plus comme procédé !

- Cette loi donne beaucoup d'avantages à la compagnie RMGC ; elle lui permet de faire ses activités, même si la compagnie RMGC ne respecte pas les autres lois, comme, par exemple, les conditions pour la protection de l'environnement. Jusqu'à présent, comme elle ne respectait pas les autres lois, elle ne pouvait pas continuer ; mais cette nouvelle loi lui donnerait tous les avantages. Elle spécifie plusieurs points et même le droit de propriété des citoyens en Roumanie est affecté. C'est vraiment un projet très controversé !

- En fait, le citoyen de base n'a rien à dire ?

- Si sa propriété est prise par la compagnie, parce que l'Etat en donne le pouvoir à cette compagnie ? Non !...

- Donc dans ce cas, si le particulier qui est propriétaire dit non, il va voir son « non » balayé, refusé par la nouvelle loi !

- Oui, oui. Même si l'actuel propriétaire dit non, la nouvelle loi va lui dire que, de toutes façons, il n'a pas le droit de s'y opposer. On va de toutes façons prendre sa propriété !

- Et vous pensez que cette loi va être votée ?

- Ils ont décidé de ne pas voter la loi dans la forme proposée par le gouvernement à la fin du mois d'août. Et, maintenant, ils ont commencé à changer la loi de telle façon qu'elle n'affecte plus sa constitutionnalité.

- Vous connaissez les arguments utilisés par la commission ? Vous pouvez nous en dire un peu plus à ce niveau-là ? Parce que c'est le type d'arguments dont on ne parle jamais...

- Il y a deux jours, ils ont interdit l'accès des médias aux interviews, parce que jusqu'à maintenant, toutes les discussions étaient publiques. Il y a un ou deux jours, ils ont dit qu'ils allaient fermer les portes. On n'a plus accès à ce dont ils ont discuté concernant la modification de la loi. Ils ont dit que l'idée est de faire la loi avec un caractère général. Ils ont complètement sorti de la loi le nom de Roșia Montană et celui de la compagnie. Mais je trouve que c'est encore plus abusif parce que, si la loi a vraiment un caractère général, cela veut dire que toutes les compagnies vont pouvoir demander des droits ! De plus, la nouvelle loi, qui a été proposée par le parti du Premier ministre – le Parti social démocrate (PSD) –, devrait s'appliquer à tous les projets miniers et elle est un peu en contradiction avec l'ancienne Loi des Mines, parce que, dans les années '90, il y avait une loi pour toutes les mines. Cette nouvelle loi en cours de discussion va couvrir des choses similaires, mais d'une autre manière. Donc la Loi des Mines serait annulée et remplacée par cette nouvelle loi. Mais, d'un autre côté, cette

Loi des Mines est aussi discutée dans le Sénat, parce que, fondamentalement, ce n'est pas à cette commission de discuter la Loi des Mines ! Il y a donc encore beaucoup de choses que l'on ne comprend pas. Et comme maintenant les discussions se font portes fermées, on ne peut plus connaître tous les arguments. C'est comme si on apportait un amendement à la Loi des Mines de façon opaque.

Pour apporter des nouveaux changements, ils ont aussi dit qu'ils vont permettre de modifier le lit de la rivière. En principe l'Union européenne a des directives qui disent que les lits des rivières ne peuvent pas être affectés. On ne peut pas détourner le cours des rivières ! Et dans cette nouvelle loi, je pense qu'ils vont donner leur accord pour modifier le lit d'une rivière. Ils vont faire des changements mais on ne sait pas lesquels, puisqu'on ne connaît pas la forme finale de la loi.

- Mais est-ce que la loi européenne ne prime pas la loi roumaine ?

- Si, cela devrait primer ! A un moment donné, ils vont réfléchir pour savoir comment faire pour qu'on ne soit pas contre la loi européenne. S'ils sont capables de faire une loi qui va contre la Constitution de la Roumanie, ils vont bien pouvoir faire une autre loi qui va contre les lois européennes ! Ils vont bien trouver une manière de... C'est ça qu'ils essaient en fait. Ils essaient tout, tout, tout, pour donner quand même les avantages aux compagnies. C'est ce que je ne peux pas comprendre. On a beaucoup, beaucoup de protestations et ils continuent ! Cela fait maintenant presque deux mois de protestations... et ils essaient encore de trouver d'autres manières de...

- On reviendra sur l'aspect des protestations plus tard. Mais, si on envisage la suite au niveau de la procédure politique, cette commission va proposer un projet de loi, des amendements ou autres... Mais, à partir du moment où la proposition est faite, la décision n'est pas prise encore...

- Non, le projet doit encore être accepté au Parlement par le Sénat et par les Députés. Donc le but de cette commission est d'analyser la loi, de donner ses conclusions, et de faire part de son opinion si la loi doit être votée d'une certaine manière ou d'une autre. Mais comme ils ont complètement changé la loi, je ne sais pas exactement quelle va être la procédure. Je ne savais même pas que la commission a le droit de proposer une nouvelle loi, alors qu'elle est créée juste pour inspecter une loi déjà proposée par le gouvernement...

- Mais, si cette commission est finalement plus l'émanation d'un parti que l'expression d'un rassemblement de différents partis, est-ce qu'elle ne va pas presque systématiquement se trouver confrontée à un refus, lorsqu'elle va être proposée à l'ensemble des partis ?

- En fait, la commission est formée par 4 ou 5 partis : le parti le plus important – le PSD – a dû s'allier avec des partis plus petits, et quand la commission a voté pour savoir si elle devait rejeter le projet de loi proposé par le gouvernement ou proposer une nouvelle loi, à faire des amendements, elle a voté, par 9 voix contre 7, pour continuer les discussions et changer la loi. Dans la commission, il y a plusieurs partis, mais il y a 3 partis qui ont voté pour créer la nouvelle loi ou changer l'ancienne, et seulement 2 qui ont dit qu'ils préfèrent complètement rejeter la loi proposée par le gouvernement. Dans ce cas, ce serait beaucoup mieux de rejeter la loi, et on en aurait fini avec cette histoire. Mais ils ont choisi de modifier la loi d'une façon ou d'une autre. Pour la suite, dans le Parlement, on ne sait jamais, parce qu'il y a toujours des coalitions qui se font. Je ne sais pas exactement le sens que prendra le vote. Mais il y a toujours le risque que la loi passe, même si, il y a un mois et demi, le Premier ministre a dit : « Non, on va tout arrêter ».

- Vous savez que l'Académie roumaine s'est prononcée, il y a déjà pas mal de temps et de façon assez véhémente, violente, contre le projet, que ce soit par l'intermédiaire du responsable de la section d'Histoire, M. Dan Berindei et, de façon encore beaucoup plus manifeste, par le responsable de la section Géographie, Géomatique et Géologie, M. Mircea Săndulescu. Comment est-ce reçu par l'Etat, cette sorte d'opposition systématique des Académiciens et des scientifiques ?

- Oui, je sais et l'Etat connaît très bien la position de l'Académie. Mais, à côté de l'Académie roumaine, on a aussi l'Académie des Etudes économiques, à Bucarest, qui a fait une étude économique pour voir si le projet est vraiment profitable ou pas. Ils n'ont même pas discuté du problème environnemental. On a également l'Eglise orthodoxe roumaine qui s'est prononcée, dès le début, contre le projet. L'Etat connaît ces différentes positions ! Cela fait 10 ans que l'Académie s'est prononcée contre le projet. Et l'Etat ignore, en fait, tous ces arguments. Il y a quelques jours, à la commission qui analyse ce projet de loi, le directeur de l'Institut national géologique de Roumanie a prouvé, avec des documents et des chiffres exacts, que la compagnie RMGC a manipulé de manière flagrante le rapport et la carte de l'emplacement où elle veut construire le lac de décantation ; et, il y a deux jours, il a été « grillé », juste parce qu'il a eu le courage de parler contre le projet, en s'appuyant

sur des études de l'Institut de Géologie. Il avait pu analyser des informations auxquelles nous, comme public, nous n'avons pas accès. Il a été démis de ses fonctions parce qu'ils se sont rendu compte qu'il devenait trop dangereux pour eux.

- Je ne sais pas si vous avez eu le temps de regarder les références que je vous avais envoyées à propos des articles que nous avons publiés, dans *Le Réseau*, sur Roşia Montană...

- Oui, je les ai regardés.

- Celui-ci est un des plus importants. Il a été fait lors du 20^e anniversaire de l'OVR en été 2009. A cette occasion, nous avons été interviewer M. Săndulescu, que vous connaissez de nom vraisemblablement, parce que c'est l'un de ceux qui s'est opposé le plus violemment, mais en utilisant, lui, uniquement des arguments scientifiques – des arguments géologiques, des arguments géophysiques –, montrant que c'est une absurdité sans nom de construire ne fût-ce que le barrage – il ne parle même pas de ce qu'il y a derrière – qui se trouve sur des sols de type « flysch », c'est-à-dire un mélange de grès et de marne, ce qui veut dire que les sols vont se tasser, se compresser... Et, lui, il affirme très clairement que le simple poids du « barrage-poids », va provoquer une catastrophe, indépendamment de tout le reste. C'est un argument dont vous avez entendu parler aussi ?

- Oui, et d'autres arguments aussi. L'existence de ce barrage, on ne peut pas affirmer qu'il va fonctionner, qu'il ne va pas se détruire de par lui-même. Et il y a de nombreux autres éléments que la compagnie RMGC a essayé de cacher concernant la géologie des terrains qui vont se trouver sous l'eau, sous le lac. Ils ont caché beaucoup de fissures, beaucoup de failles où l'eau contaminée par le cyanure pourrait s'infiltrer dans les sols. Ils ont donc effectivement, « effacé » les failles de la carte. Et après, des gens comme M. Marincea et d'autres ont essayé de corriger toutes ces informations. Mais, apparemment, personne ne les écoute et, même si on a le courage de faire ça, à la télé ou ailleurs, d'un jour à l'autre on est démis ! Je suis sûre que l'Etat roumain connaît tous ces problèmes, parce que tous ces problèmes ont été discutés de manière ouverte. Mais que va-t-il va faire avec les informations ?

- Mais ils ne vont pas pouvoir continuer longtemps à s'opposer de façon systématique au bon sens ? Parce que c'est quand même du bon sens... Quand on voit le type d'arguments scientifiques utilisés... Si on passe en revue les arguments, les grandes catégories d'arguments : il y a des arguments scientifiques, des arguments écologiques, des arguments sociaux, humains, ceux dont on ne parle jamais finalement, et on va y revenir par la suite... Si on passe les choses en revue : pour les arguments scientifiques, c'est du bon sens de s'adresser aux gens compétents pour pouvoir entrer en matière ; on ne le fait pas.

- Oui, et même si on le fait, comme je vous l'ai dit, ils regardent quels sont les problèmes que le projet peut présenter et, après, ils les effacent complètement. Il y a aussi plusieurs études qui ont été faites sur le patrimoine de Roşia Montană, pour voir si ce patrimoine est susceptible ou non d'être considéré comme « Unesco Heritage ». Et ils ont juste manipulé les informations, enlevé les parties qui étaient importantes. Donc, même avec les arguments face à eux, ils sélectionnent les parties qui leur sont favorables et suppriment le reste.

- Mais, à ce moment-là, il n'y a plus rien qui tient, si c'est de la manipulation systématique de tous les documents, de tous les arguments. A la limite, cela ne sert plus à rien de se battre ?

- De mon point de vue, c'est précisément la raison pour laquelle les gens doivent continuer à se battre. Parce que ce qui se passe n'est pas du tout normal ! Et on ne veut plus continuer à vivre dans un pays qui cache tellement de choses et qui tolère les modifications et les destructions des lois, sans tenir compte de l'avis des gens et sans être transparent. Les protestataires ont commencé à comprendre quelle est l'importance de la corruption, de la manipulation des informations, de tout ce qui se passe et ils ont décidé de continuer de protester. Pour moi, c'est une raison encore plus importante de se battre, en fait.

- C'est quand même une opposition sociale sans précédent, en Roumanie, depuis la chute de Ceauşescu.

- Oui, c'est vrai... Et le nombre de personnes qui sont sorties dans la rue est même plus grand que ce qu'on avait vu pour la chute de Ceauşescu...

- Mais n'y a-t-il pas aussi une guerre des chiffres, dans ce domaine ? Quand on regarde ce qui est publié dans la presse, quand on voit les chiffres qui sont avancés pour les manifestants, c'est de 5000 à 10 000, à 20 000, à 40 000... De même que pour la diversité des lieux dans lesquels cela se passe ? C'est quand même un signe que les gens en ont un peu « ras le bol », passez-moi l'expression. Non ?

- Les protestations sont nombreuses. Dès la première semaine, il y a eu de 10 à 20 000 protestataires. C'est vrai qu'on ne peut pas faire confiance aux chiffres dans les médias, parce qu'ils varient trop d'une source à l'autre... Mais moi, ce que j'ai regardé, ce sont les vidéos. Chaque fois qu'il y a des protestations, il y a des gens qui filment les manifestants. On a des marches dans la capitale et dans les grandes villes. Des personnes restent dans les appartements sur les balcons et filment pendant 30 minutes. On a des colonnes de milliers de personnes. Cela suffit pour se rendre compte de l'importance de la manifestation.

- Cette opposition sociale, est-ce qu'elle pourrait faire craindre une sorte d'explosion sociale ? Parce que, pour l'instant, dans la plupart des cas, les manifestants étaient relativement calmes, d'une attitude assez « bon enfant ». Quand on voit les gens qui vont en famille avec les enfants sur les bras, on peut difficilement imaginer qu'il y ait une force de répression qui intervienne...

- Non, c'était très, très calme, et des choses très belles et intéressantes se sont passées en même temps. Il y avait des *workshops*, des discussions sur comment faire, comment attirer l'attention, comment informer le public. Ils ont commencé de publier de petits journaux avec des informations pour les distribuer gratuitement aux gens, parce que en regardant les médias et la télévision, en Roumanie, on n'a jamais l'impression d'apprendre quelque chose. C'est pour cela que les gens ont dit que la télé et les médias ne vont jamais les aider. Il fallait donc se débrouiller tout seuls et de manière très pacifique. Mais maintenant, avec les dernières déclarations de notre Premier ministre, avec les derniers changements, avec la nouvelle loi qui va être en discussion, les manifestants ont commencé à dire que ça suffisait. Ils ont fait un mois et demi de protestations pacifiques et cela n'a servi à rien, en fait. Les médias dénigrent toujours les gens qui sortent dans la rue. Il y a encore beaucoup de manipulations de l'information... De plus, même le Premier ministre a dit qu'il allait encourager la gendarmerie à se comporter de manière violente contre les protestataires. Quand le Premier ministre a déclaré, hier et aujourd'hui, que « la gendarmerie doit évacuer n'importe quelle personne qui perturbe la circulation », alors que, si on manifeste par une marche, on ne peut pas rester dans les deux mètres d'un trottoir, c'est un peu comme si le Premier ministre avait déclaré la guerre, quand même... On va voir. Les protestataires n'ont pas une impulsion violente, mais ils ont dit qu'ils n'allaient pas se cacher non plus si jamais il y avait des violences et que la gendarmerie commençait à se manifester.

- Donc ils ne vont pas lâcher !

- Non. On va voir... Si ça continue ainsi, si les politiciens persistent à ignorer les protestataires et à les dénigrer... De toute façon, on va attendre la décision de la loi... Cela va être le moment clé qui va décider dans quelle direction on va continuer, je crois, au moment où la commission va donner son rapport et qu'une décision va être prise pour la nouvelle loi... Mais si les politiciens continuent à ignorer les protestataires, ils peuvent s'attendre à tout, à toutes les possibilités, non ?

- Finalement, on pourrait faire un parallèle entre les manifestations contre la société d'exploitation de Roşia Montană et les manifestations contre le gaz de schiste. Vous y faisiez indirectement référence tout à l'heure. Là aussi, c'est en train de prendre de plus en plus d'ampleur. A Pungeşti et, il y a quelques mois, cela avait déjà commencé à Bârlad, dans la même région ; puis au sud-est dans les bords de la mer Noire à Mangalia. C'est en train de se développer, de s'étendre ?

- Oui. De plus, les habitants de ces régions, à Bârlad et Pungeşti, ont dit, dès le début, qu'ils ne sont pas d'accord. Au moins, ceux à qui on a demandé d'exprimer leur opinion, parce que le problème, en Roumanie, est que la corruption est partout, du plus haut niveau au plus petit. Dans les villages comme Pungeşti, par exemple, on a le maire qui décide pour tout le village, sans demander l'avis des gens... Il a fait des choses très illégales pour avoir accès au terrain et, ensuite, il donne le terrain à Chevron pour pouvoir faire les exploitations, alors que le terrain n'est pas à lui. Il n'a même pas demandé aux gens ! Même à Timișoara, dans la partie ouest, et dans presque toute la Roumanie on a des explorations : on fait des trous dans la terre pour mettre de la dynamite, on provoque des explosions et, en fonction de la propagation du choc, on peut dire si on a des possibilités de gaz ou de pétrole. Il n'y a pas une région en Roumanie où ils n'essaient pas de faire ça. Je veux dire, de l'est à l'ouest, de Timișoara à la mer Noire, en Moldavie... Je ne sais pas si c'est vrai, mais il y avait une source qui disait que jusqu'à 70 % de la surface de la Roumanie vont être prospectés. Je ne sais pas quand cela va se passer, mais cela a commencé, c'est sûr. Et il y a beaucoup de gens de la campagne, des paysans, qui ont vu des ouvriers qui travaillaient sur leur terre pour faire les trous pour mettre la dynamite et qui ne savaient pas ce qui se passait. Ils n'ont aucune idée de ce dont il s'agit. Personne ne les a informés et personne n'a pris leur accord. C'est une violation de la propriété que de faire cela, sans demander l'accord. Mais ça se passe ! Les gens qui connaissent le problème sont

tous contre ces agissements et je suis sûre que cela va se propager de plus en plus. L'information, maintenant, va circuler de plus en plus.

- Tout ce que vous dites va, finalement, encore renforcer l'opposition systématique de la population. Au fond, c'est une des premières fois, sinon la première de cette envergure, de cette ampleur, que la société civile commence à se manifester en Roumanie, parce que, jusqu'à présent, elle était restée très discrète...

- Je pense que la société civile a été « trop » discrète jusqu'à présent. C'est pour cela que les politiciens, et pas seulement ceux qui sont dans le gouvernement, dans les mairies dans n'importe quelle position administrative, même dans la santé, dans l'éducation, partout, ces institutions sont pleines de gens qui font ce qu'ils veulent, parce qu'ils savent que la population ne va pas avoir le courage de se dresser contre eux.

- Cela, c'est en train de changer, d'après vous ?

- Oui, j'espère que cela va changer.

- Tout à l'heure, vous avez fait allusion aux arguments économiques, et vous avez dit que, à côté de l'Académie roumaine, il y avait une Académie des Etudes économiques, à Bucarest, qui a fait une étude détaillée aussi, en se plaçant du point de vue économique. Vous êtes économiste, je crois.

- Oui. Mais je ne me souviens pas exactement des arguments, parce que l'étude a été faite il y a presque 10 ans et je l'ai lue il y a 4 ou 5 ans, quand j'étais encore en train de m'informer. Ils ont analysé la manière dont la société a été créée, les bénéfices que l'Etat roumain doit recevoir... et relevé qu'il y a trop de choses bizarres qui se sont passées. Par exemple, d'une année à l'autre, ils ont augmenté la surface d'exploitation ; je pense que la superficie qui va être exploitée est 3 ou 4 fois plus grande que la surface initiale du projet. Sur le montant de ce que l'Etat devrait recevoir comme bénéfices, ce n'est presque rien, à la fin : quelque 5 milliards de dollars, cela ne couvre même pas le déficit du budget en Roumanie, étant donné que, par an, l'évasion fiscale est de 16 milliards de dollars ! Donc, si l'Etat roumain essayait, au moins, de récupérer les taxes comme il faut – juste d'appliquer la loi –, il aurait gagné non en 16 ans mais en une seule année, trois fois plus que ce que le projet promet... C'est pour ça que je dis que je ne vois pas où est le bénéfice économique. Et, par la suite, si rien de dommageable ne se passe avec le lac de cyanure pendant les 16 ans de l'exploitation, il doit quand même être entretenu pour toujours, après l'exploitation. Qui va payer tous ces coûts ? Les 5 milliards de dollars ne sont pas là pour couvrir ce point, en fait. Et de toutes façons, le coût pour entretenir éternellement un lac de cyanure de cette dimension, on ne peut même pas le calculer !...

- Vous êtes déjà allée à Roşia Montană ?

- Non. Mais moi, j'ai aussi habité à la campagne par ici ; c'est un village similaire à Roşia Montană, dans les montagnes... à Bumbueşti, juste au nord du monastère Cozia...

- Oui, je vois où c'est sur la carte.

- C'est dans les montagnes ; c'est le même type de paysage. Je ne suis pas allée à Roşia Montană, mais j'ai passé trois, quatre mois de chaque année à la campagne, là, jusqu'à 18 ans. Je comprends très bien ce qui se passe, en fait, avec les paysans.

- Je vous pose la question parce que, moi, j'y suis allé cet été. C'était la première fois que j'y allais, après de si nombreuses années où j'en parlais, et j'ai été véritablement très surpris, « estomaqué » de voir l'atmosphère qui règne là-bas. Ce n'est pas à vous qui êtes Roumaine que je vais expliquer l'atmosphère qu'il y a dans les villages en Roumanie, les contacts que les gens ont entre eux, leur disponibilité, leur sens de l'accueil, de l'entraide, etc. Entre eux, je ne parle même pas de l'accueil vis-à-vis des étrangers. Quand je suis arrivé à Roşia Montană, j'ai eu l'impression d'arriver dans un village qui avait été gelé, frigorifié. Personne ne parle, les gens ne s'adressent pas la parole, ils passent les uns à côté des autres sans se regarder ou, parfois, en se fusillant du regard. Visiblement, on sent qu'il y a une tension assez extraordinaire et difficilement supportable. J'étais avec ma femme, nous nous sommes assis à la terrasse d'un café, sur la place. Peut-être que le choix était déjà indicatif, parce qu'il y en a deux ; on était peut-être déjà catalogué, du fait qu'on avait été dans celui qui dépendait de ceci ou de cela ; nous ne connaissions pas les tenants et les aboutissants, mais nous nous étions mis là pour voir ce qui se passait. C'était édifiant. Cela pouvait se passer n'importe où, mais pas en Roumanie...

- Vous connaissez déjà les villages en Roumanie et la manière dont les gens inter-réagissent... et tout ça ?

- **Oui, bien sûr !**

- Et donc ce que vous avez vu, c'est vraiment différent de ce que...

- **Oui, cela n'a vraiment rien à voir ! Le village est complètement coupé en deux, les « pour » et les « contre ». Ces gens ne s'adressent pas la parole. Il y a une atmosphère électrisée ; on a l'impression que tout va exploser d'un moment à l'autre. Et ce qui est très... désagréable et porteur de tension, est le fait qu'il ne se passe pas deux, trois minutes sans qu'on ne voie passer des ouvriers de la RMGC. § Ils sont facilement reconnaissables car ils ont des salopettes et des casques jaunes et travaillent, soit-disant, à la remise en état des bâtiments qui ont été rachetés par l'entreprise ; en fait, ne mettent rien en état, ils entretiennent une sorte de façade pour pouvoir justifier leur rachat, mais rien qui se passe. On les a observés pendant...**

- Oui, moi aussi, j'ai vu plusieurs photos et il y avait des bâtiments qui tombaient même.

- **Exactement ! Ils donnent l'impression de faire quelque chose pour justifier les arguments qu'ils ont utilisés pour leur deal : il y a ceci, il y a ça ; on va faire ceci, on va faire ça ; on va développer le village. Le maire de Roşia Montană a dû se faire acheter de façon extraordinaire. Je ne connais pas les tenants et aboutissants – vous êtes peut-être mieux informée que moi à ce propos –, mais j'ai vu une photo de la mairie il y a 4 ans, non il y a 6 ans, et j'ai vu l'état de la mairie maintenant. C'est assez révélateur. Tout a été refait à neuf ; donc visiblement il soutient le projet.**

- Un autre problème est que – je ne sais pas pourquoi – les mairies et même les ministères ont des contrats de sponsoring avec la RMCG, alors que la sponsoring ne doit pas être conditionnée. Dans les contrats de sponsoring il est dit que, si jamais les mairies ou les ministères ne font pas ce que la RMCG demande, l'argent ne va pas être donné. Même ces contrats sont illégaux, en fait, s'ils imposent une condition pour une sponsoring, parce que, dans ce cas, l'institutionnel est pris en défaut. Mais il y a toujours des adjonctions à ces contrats, en fait... C'est pour ça que les mairies et le personnel de l'administration sont toujours « pour » le projet.

- **Je n'ose pas imaginer comment les gens vivent dans ce village ; en fait, je le vois trop bien, mais cela doit être invivable ! Calfeutrés chez eux. Sur la porte de certaines maisons il y a la fameuse plaque « *Această proprietate nu este de vânzare* », devant des maisons qui tombent en ruines parfois... Je voyais cette plaquette sur un ancien portail et je me disais : « Il ne doit plus y avoir personne là dedans, ce n'est pas possible ». Je prenais un peu de recul, pour voir les choses d'un peu plus haut, et il y avait bien des gens ! Des vieux, bien sûr, des personnes âgées, mais qui habitent là et ne veulent pas quitter leur coin pour des raisons qu'on peut comprendre : ils ont toujours vécu là, ils ont toute leur famille qui est là, ils ont leurs ancêtres qui sont là, enterrés dans les cimetières. Ça, c'est encore un autre aspect du problème, avec le lac et la destruction de la montagne : on supprime deux villages...**

- Vous avez visité Roşia Poienii, avec le gros lac à côté de Roşia Montană ?

- **Non, je ne l'ai pas visité ; j'en ai vu des photos.**

- La division sociale, provoquée par cette compagnie, est déjà très présente... Et je la comprends bien ! Ils n'ont aucun respect pour les familles ; ils ont divisé les familles et ont provoqué la lutte des membres les uns contre les autres. Même à l'intérieur de la même famille : les enfants veulent prendre l'argent, mais les parents ne veulent pas quitter les lieux. Il y a toujours des oppositions, des avis divergents. Alors même qu'ils n'ont pas encore commencé l'exploitation, le mal est déjà fait !

- **Mais ils doivent certainement s'attendre à une réponse affirmative de la part du gouvernement, depuis le temps... D'ailleurs, ils les ont menacés d'avoir changé d'avis, de leur avoir fait perdre de l'argent, car c'est la seule chose qui les intéresse finalement. Ils allaient leur tenter un procès...**

- Oui, ils ont fait des déclarations dans les médias et dans la presse ; ils vont tenter un procès contre l'Etat roumain si l'exploitation ne commence pas. Comme s'ils avaient vraiment le droit de tout faire !...

- **Le fait que ce soit un Roumain qui est à la tête de tout ça, Frank Timiş, cela vous inspire quoi ? Parce que, si c'est une société canadienne, c'est un Roumain émigré qui en est à la tête...**

- Je ne sais pas quoi dire... Frank Timiş, d'après ce que j'ai lu, a habité aussi beaucoup de temps en Australie. Mais, de mon point de vue, c'est un peu compréhensible que ce soit un Roumain, parce que, si on n'est pas Roumain, on n'a pas accès à toutes les informations. C'est beaucoup plus facile de savoir comment faire, à qui demander... On connaît déjà la culture roumaine; on sait si les politiciens sont corrompus ou pas ; on a accès à l'information en roumain... pour obtenir toutes les

cartes avec les compositions géologiques et où se trouvent les minéraux et tout ce qu'ils cherchent. Etant Roumain, ça veut dire qu'il va voler plus ou... je ne sais pas. Mais je suis sûre que, étant Roumain, c'est un grand avantage... Mais il a aussi fait beaucoup d'autres choses... et il a été l'objet d'enquêtes pour des trafics de drogue etc.

- Ah oui ? Je ne savais pas... En Roumanie même ?

- Non, je ne pense pas que c'était en Roumanie pour le trafic de drogue. Mais, comme je l'ai dit, il a été en Australie... Et je ne suis même pas sûre qu'il a un domicile en Roumanie ; il fait des affaires en Roumanie !

- Comment réagissez-vous personnellement face à tout cela ?

- Moi ? J'essaie aussi de faire quelque chose, mais je suis assez loin de la Roumanie, donc je ne peux pas me manifester contre ce projet de manière très claire. C'est pour cela que, au début quand il y avait les protestations, j'ai écrit à la *Tribune de Genève*, dans la section des réactions et des commentaires. Je leur ai dit que ce n'était pas possible de ne rien dire, qu'on avait besoin d'un média à l'étranger pour faire quelque reportage pour faire connaître la situation... A ce moment-là, en Roumanie, personne ne discutait de cela ; aucune chaîne de télévision ne parlait des protestations. Et je me sentais un peu trop limitée ; je ne pouvais rien faire. Maintenant, j'ai encore un peu ce sentiment, mais j'essaie toujours de comprendre ce qui se passe, en suivant les informations. Cela m'intéresse et c'est pour cela que je recherche l'information, en fait. Par ailleurs, j'ai aussi fait une petite donation pour le journal *Apuseni Libere* (ce qui veut dire les Apuseni libres), qui est distribué dans les communes et les villages de la région, pour que les citoyens, en Roumanie aussi, arrivent à comprendre un peu plus ce qui se passe. Je ne sais pas quoi faire d'autre, en fait. Mais je suis, certes, contre ce projet ! J'essaie d'aider comme je peux. Je n'ai pas trop le choix d'avoir d'autres moyens... Entre-temps j'ai fait encore 2 donations pour ceux qui luttent contre les gaz de schiste à Moșna, à côté de Sibiu, et à Pungești ; ils ont besoin de financement pour passer l'hiver dans les champs. Les résistances à Moșna et Pungești ont déjà apporté de bonnes nouvelles et je considère que ces manifestations doivent être encouragées.

- Vous avez des contacts avec d'autres Roumains, ici en Suisse ?

- Oui. Ce ne sont pas des amis trop proches. J'habite avec mon compagnon qui est aussi Roumain et, en principe, ici à Lausanne j'ai des contacts avec d'autres nationalités, grâce au milieu académique. Je n'ai pas trop parlé de ce problème avec les Roumains que je connais, parce que on ne se voit pas souvent. Mais j'en ai parlé à tous mes collègues ici. Si vous leur demandez, ils connaissent l'histoire... Si je n'ai pas parlé aux Roumains, j'en ai parlé aux autres et, comme je vous l'ai dit, j'ai même essayé de mettre l'histoire dans les journaux, pour que les autres arrivent à comprendre.

- C'est à la *Tribune de Genève* que vous avez écrit un article ?

- Non, je n'ai pas écrit un article ; j'ai écrit un message. J'ai envoyé un e-mail en donnant quelques informations concernant le projet et la situation des médias en Roumanie et, après, c'est quelqu'un qui m'a contactée pour me poser quelques questions au téléphone. Par la suite, on m'a aussi demandé toutes les sources de ce que j'avais dit pour avoir une confirmation des faits. Je leur ai alors envoyé un autre e-mail, beaucoup plus long, avec toutes les sources, et les liens sur Internet où on peut trouver des renseignements complémentaires...

- Et cela a été publié ?

- Pas tout. Ils ont publié un peu l'histoire, mais c'était assez général. C'était juste après que le Premier ministre a dit que : « Ah ! non, on va tout arrêter ». Alors, ils ont eu un ton assez optimiste, disant que peut-être cela allait s'arranger, mais...

- Et c'est suite à ça qu'il y a eu une réaction dans *24 Heures* ? Suite à cet article-là ? Ou c'est totalement indépendant ? L'article auquel j'ai fait référence tout à l'heure...

- *24 Heures* a publié un article après avoir parlé avec moi ; ils m'ont contactée pour écrire un article sur ce sujet.

- Donc c'est totalement indépendant de ce qui s'est passé à Genève ?

- Je ne sais pas exactement ce qui s'est passé entre les deux. Ceux de la *Tribune de Genève* ont dû prendre contact avec *24 Heures*, parce que j'ai écrit à la *Tribune de Genève* et, après, c'est une dame de *24 Heures* qui m'a contactée pour me poser plus de questions. Et, après, j'ai continué à avoir le contact avec *24 Heures* et ils ont publié l'article en question.

- Que dire de la question du patrimoine de Roșia Montană ?

- En plus de ce qu'on savait déjà, un nouveau document a paru, tout récemment, concernant la valeur du patrimoine à Roșia Montană. Il y a quelques années, le ministère roumain de la Culture avait

demandé à des spécialistes d'Angleterre de venir en Roumanie pour faire une inspection concernant le patrimoine de Roșia Montană. Et l'analyse de ces spécialistes a été manipulée et cachée, pour que le public ne soit pas informé. Il y a deux jours, le document de l'analyse entière a finalement paru. Il avait été caché par le ministre de la Culture. Il y est écrit que c'est un patrimoine vraiment très important. Quatre critères sont remplis pour qu'il soit inclus dans le patrimoine de l'Unesco, alors qu'on en n'a besoin que d'un seul. Ce que je veux mettre en évidence est la magnitude et l'amplitude de la corruption, la manipulation des informations et des déclarations vraiment fausses qui sont faites dans la presse. C'est très généralisé ! Et maintenant, on commence à avoir de plus en plus de déclarations, parce que la situation commence à être de plus en plus bouillante. Les gens commencent à s'accuser et d'autres preuves vont remonter à la surface. Je crois que c'est pour ça que les choses vont commencer à se précipiter... Dans ce document, qui s'appelle *Statement of Significance*, ce sont des professeurs des universités de Oxford et Leicester qui sont venus faire l'analyse.

- Vous avez les références de ce document ?

- Il est sur Internet. Il est en anglais, a 130 pages et est très, très clair.

[\[http://www.academia.edu/4800467/Statement_of_Significance_C_rnic_Massif_Rosia_Montan_jud_Alba_Romania\]](http://www.academia.edu/4800467/Statement_of_Significance_C_rnic_Massif_Rosia_Montan_jud_Alba_Romania)

- Et vous dites qu'il avait été bloqué par le ministre de la Culture, l'actuel ou le précédent ?

- Le précédent et le ministre de la Culture actuel a dit qu'en fait ce *Statement of Significance* n'existe même pas ! Il a même affirmé que personne n'est venu faire des analyses... Ce document est sorti le 17 octobre, il y a un jour, hier donc.

- C'est un élément auquel on n'a pas fait référence tout à l'heure dans la classification des points de vue auxquels on pouvait se placer. J'avais parlé de l'aspect écologique, mais je n'avais pas encore abordé l'aspect culturel qui, finalement, est important, parce que c'est la seule mine romaine qui subsiste pratiquement dans toute l'Europe centrale.

- Oui. Et ce n'est pas seulement la mine romaine, parce que la mine a continué à être exploitée par la suite. On a aussi les galeries du Moyen Age, des Habsbourg, des communistes. Dans le rapport, ils disent que le site est important pour voir les technologies adoptées, comment elles ont évolué. La plupart des galeries n'ont pas été exploitées par la RMGC ; elles peuvent donc encore être analysées... Ils disent aussi que c'est le plus grand complexe de mines qu'ils connaissent dans le monde.

- J'ai visité la mine, non avec un groupe organisé pour touristes, mais avec des Roumains ; j'ai suivi la visite normale, présentée en roumain par un des ingénieurs. Et je me suis rendu compte que l'ingénieur en question était l'un des deux auteurs d'un petit livre d'une centaine de pages sur l'exploitation des mines et leur évolution, comme vous disiez, depuis l'époque romaine. Si je vous parle de ça, c'est parce que, à la fin de la visite, une question lui a été posée par quelqu'un et la réponse qu'il a donnée lui a permis d'entrer en matière sur l'aspect culturel, l'aspect du patrimoine. S'il travaille comme guide dans les mines, c'est qu'il est employé par l'entreprise, par la société. Et il est pris un peu entre deux feux parce que, en tant qu'employé, il doit défendre la structure et ce que fait l'entreprise, et, d'un point de vue humain, culturel, il se rend compte que si le projet aboutit, cela va provoquer la destruction totale de tout cela. Car il a dit à un certain moment : « Ce serait dommage de perdre ce patrimoine uniquement pour pouvoir assouvir l'appât du gain d'un certain nombre de personnes dans une entreprise ». Il est parfaitement conscient de l'impact économique, peut-être plus que d'autres, comme ingénieur. Tout en ne prenant pas position officiellement, après la question de quelqu'un : « Finalement, vous êtes pour ou contre le projet ? », il avait répondu : « Ecoutez, je n'ai pas de point de vue à donner ». Mais ce qu'il avait dit auparavant prouvait visiblement qu'il était plutôt opposé au projet.

- Oui, c'est ça. Il y a tellement de problèmes à différentes échelles... Si on regarde l'importance culturelle de cette mine, cela devrait être suffisant pour dire que non, on ne peut pas l'exploiter et provoquer sa destruction. Mais les ministères avaient décidé de cacher tout cela. Ils connaissaient les arguments, puisqu'ils ont commandé l'expertise et qu'ils en ont reçu les résultats !...

- Finalement, c'est une sorte de manipulation de A à Z ?

- Oui, dans les médias, partout, partout... Ils ont même manipulé les gens qui habitent là ! En effet, la compagnie a fait de la publicité « pour » le projet et ont fait parler beaucoup de gens à la télé... Ils disent qu'ils sont très tristes, qu'il n'y a rien, qu'ils ne peuvent plus manger, qu'ils n'ont pas d'argent pour envoyer les enfants à l'école, etc. Ils ont vraiment besoin de ce projet – désespérés – pour gagner un peu d'argent comme employés. Mais, d'un autre point de vue, si on regarde ces personnes

qui ont parlé dans les pub, qui se plaignent qu'elles n'ont pas assez d'argent, si on vérifie un peu quelle est leur situation réelle, en fait, elles ont beaucoup plus d'argent que le Roumain moyen. Dans la manière dont elles sont habillées, la manière dont les enfants sont vêtus, ils ont assez d'argent pour aller à l'école... Ce n'est vraiment pas... Il y a des manipulations, comme vous avez dit, de A à Z. Ils ont tout, tout, tout.

- Vous iriez même jusqu'à dire que ces gens sont payés pour dire cela ?

- Mais oui ! C'est sûr qu'ils sont payés. Autrement comment est-ce qu'on peut avoir tellement d'argent si on habite à Roșia Montană ? Sinon, comment peut-on envoyer des photos sur *Facebook* avec un sac « Gucci » !... Et ils n'ont pas que l'argent. C'est un peu le style... On peut voir que ce ne sont pas des gens corrects et transparents. C'est un peu le style : « j'ai de l'argent et je vais même montrer aux autres que j'ai de l'argent ». Ce n'est vraiment pas très « sage » d'agir comme ça. Mais, comme je vous l'ai dit aussi avant, c'est aussi une division sociale très, très grande qu'ils ont implantée là, pour convaincre les gens d'accepter ce genre d'emplois, de travailler soit pour faire des épures, soit pour réparer une maison, soit travailler dans la mine. Il y a eu trop, trop de discussions, même dans les familles, dans la société...

- Est-ce qu'on ne pourrait pas dire – en se faisant l'avocat du diable – qu'il y aurait autant de manipulations dans les arguments et la façon de les présenter de la part des associations qui sont contre le projet ? Il n'y en n'a pas qu'une ; *Albunus Maior* est la principale, mais il y a également la *Fondation Soros* qui est contre. C'est très étonnant !

- Oui, d'un certain point de vue, c'est étonnant, et c'est pour ça qu'il y a des accusations, dans les médias en Roumanie, qui disent que les protestataires sont payés par la Fondation Soros. D'autres disent que ce sont les Russes qui paient les protestataires ou d'autres forces plus grandes. Mais la plupart des gens qui sont contre le projet, les organisations qui sont contre le projet – vous l'avez dit aussi – se basent sur des faits scientifiques. Si c'est l'Académie roumaine ou d'autres instituts, l'Institut géologique avec son chef, qui ont dit que les cartes sont manipulées, ce sont des preuves avec des chiffres exacts. Je ne peux pas accepter que quelqu'un puisse manipuler ces analyses de l'extérieur. C'est en se basant sur ces analyses que les gens sont de plus en plus convaincus que le projet n'est vraiment pas bon. Et, maintenant, on a aussi ce *Statement of Significance* qui est sorti pour le site de Roșia Montană, relatif au patrimoine... On a toujours de nouveaux documents qui sont faits par des experts et qui vont contre le projet, en fait. Donc je ne pourrais pas dire qu'il y a quelqu'un qui paie les protestataires ou les ONG pour manipuler l'information, parce que dire qu'on manipule, cela voudrait dire que ceux qui viennent de l'Angleterre sont aussi payés, ce qui n'est pas le cas.

- Les « projets sociaux » que la RMGC a développés, je mets le terme entre guillemets, pour le reclassement, le « recasement » des personnes âgées, notamment tout ce quartier qui a été construit à Alba Iulia, c'est de la manipulation ? C'est faire croire aux gens qu'ils vont mieux vivre en dehors de leur milieu d'origine ? On leur propose quelque chose de plus *clean*, de plus attrayant à première vue ? Comment est-ce que vous ressentez cela ?

- Je ne sais pas quoi dire... Ils essaient de faire déménager les gens de Roșia Montană et leur proposent d'autres maisons ailleurs. Oui, ils ont construit tout un quartier à Alba Iulia, quartier qui est d'ailleurs en dehors de la ville. D'un autre côté, ils essaient de faire leur travail... S'ils veulent vraiment commencer l'exploitation à Roșia Montană, ils doivent prendre soin des gens qui habitent déjà là et qui doivent bouger. Mais je ne comprends pas comment quelqu'un peut déménager à côté d'une ville où on n'a jamais habité...

- Pourtant, il y en a qui le font !

- Oui, c'est ce que je dis. Il y a des gens qui le font mais, à l'intérieur de la même famille, les différents membres ne sont pas d'accord entre eux. C'est pour ça que je dis qu'il y a trop de tensions sociales et humaines qui sont apparues, dans les familles elles-mêmes, entre les voisins, entre les amis. La compagnie essaie de faire son travail mais elle ne regarde pas les conséquences de ses actes...

- Ce ne sont pas des sortes de faux-semblants que l'on a construits pour faire croire ou pour laisser croire qu'on est de bonne volonté ? Alors que...

- Mais même si la maison qu'on vient de construire est toute nouvelle et si tout marche bien, cela ne veut pas dire que la vie est meilleure dans cette maison ! Qu'est-ce qu'on va faire dans cette maison si on n'a rien de ce qu'on avait avant ? Par exemple, je vous ai dit que mes grands-parents habitent ici [elle montre l'endroit sur une carte] ; c'est pour cela que je suis aussi un peu affectée du point de vue émotionnel. Je sais comment ils auraient réagi si jamais cela s'était passé avec eux : ils n'auraient jamais voulu quitter leur terre, même si leur maison est vraiment éloignée et qu'on n'a pas de route pour arriver chez eux.

- **L'esprit du village est quand même très implanté en Roumanie dans la mentalité des gens.**

- Oui, c'est vrai.

- **On supprime le village en Roumanie, il ne reste plus rien, en fait, au niveau de... ce n'est pas la mentalité, c'est la vision des choses, l'espace de vie, le réseau social, qui font que les gens sont ce qu'ils sont. On supprime les villages – et c'est déjà ce que Ceaușescu avait voulu faire – et qu'est-ce qui reste finalement ? Parce que ce projet de systématisation avec les « agrovilles » qu'il voulait construire, c'était un peu la même chose. Pour d'autres raisons, mais dans la logique des gens, c'est la même chose. On supprime leurs racines...**

- Oui, c'est vrai. Et même si on habite dans une maison qui n'est pas aussi belle ou aussi nouvelle, là, on possède la terre, on a toujours quelque chose à faire ; on a des choses à manger ; on cultive des légumes ; on a des animaux... En Roumanie, si on a le village, si on a la campagne, si on a la terre, on se débrouille, à la fin ! En fait, il y a quand même beaucoup de gens qui vivent comme cela !

- **Mais oui, on est pratiquement auto-suffisant...**

- C'est pour cela que la relation avec la terre, avec la campagne, elle est assez importante. Moi, je suis très, très fière de la campagne en Roumanie, même si la plupart des gens disent que, quand on est en Roumanie, c'est comme si on était retourné dans le passé il y a 200 ans, ou qu'on n'a pas trop évolué. Je suis tout à fait d'accord que la campagne là-bas n'est pas comme ici ; là où j'ai grandi, c'est comme si on était dans un musée en plein air.

- **C'est encore la Transylvanie ou c'est déjà la Valachie, là où vous habitez ?**

- C'est à la limite, entre Sibiu et Vâlcea; ici c'est la limite entre les deux *județ*. C'est à la limite de la Transylvanie, mais cela déjà partie du *județ* de Vâlcea, en fait. Vous connaissez le monastère Cozia ? C'est même vers Sibiu, de Cozia vers le nord. Cozia c'est par ici, je crois, et...Boișoara est là, en fait. C'est la commune de Boișoara. Il y a Titești et d'autres villages comme Bumbuești qui font partie de la commune de Boișoara. Mais la campagne est très différente d'une partie à l'autre, d'une zone à l'autre.

- **Finalement, si vous deviez exprimer en quelques mots le problème tel qu'il est, tel qu'il est vécu par les gens sur place, d'une part, et tel qu'il est ressenti par les autres ?**

- Le problème en soi ? Moi, je suis assez indignée et frustrée par ce qui se passe et par le manque de bon sens et de transparence, d'humanité de la part des gouvernants, des politiciens. Ce n'est pas la compagnie qui m'affecte le plus, mais plutôt les politiciens roumains qui doivent normalement agir comme les représentants du peuple roumain, dans l'intérêt du peuple roumain, et ils font exactement l'opposé, sans avoir de honte ! C'est ça le problème le plus grave.

- **Le problème tel qu'il est ressenti par les gens ? Je ne vais même pas dire le problème, la question telle qu'elle est ressentie par les gens ?**

- Maintenant, je pense que cela ne va pas continuer à se limiter simplement à Roșia Montană ; cela va porter sur tout ce qu'on a dû accepter jusqu'à maintenant. En roumain, on a une expression qui dit qu'on a le couteau qui est arrivé jusqu'à l'os : « *A ajuns cuțitul la os* ». On peut couper, couper, mais quand on arrive à l'os... Maintenant, j'ai l'impression que cela se manifeste de cette manière : les gens en ont jusque là ! La situation limite est atteinte.

- **Et la façon dont c'est reçu par d'autres ? Par des non-Roumains ?**

- Dans les médias que j'ai vus ici, en Suisse ou en France – j'ai lu aussi quelques articles dans *Le Monde* –, j'ai l'impression qu'il y a une réponse positive concernant les protestations et le fait que les Roumains commencent à demander leurs droits et s'opposent à ces projets.

- **Vous pensez que la mobilisation internationale peut servir à quelque chose ?**

- Vous parlez des protestations qui s'organisent dans les autres pays par les Roumains ? Oui, cela va aider à informer les citoyens des autres pays. Si cela va aider vraiment, à la fin, à changer la situation d'une manière ou d'une autre, je n'en suis pas sûre. Mais, quand même, si les médias internationaux exercent aussi des pressions sur le gouvernement, en relatant des articles qui démasquent ce projet, je pense que c'est aussi important et que cela peut aider quand même, finalement.

- **Mais la pression internationale peut-elle se faire d'une façon différente que par les manifestations et les protestations ?**

- Oui... On a les protestations, les journaux internationaux. On peut aussi avoir la Commission européenne qui peut dire qu'il y a certaines limites qui sont vraiment dépassées en Roumanie, concernant la manière dont on traite les citoyens. On est quand même membre de l'Union européenne ! Mais je ne sais pas si quelqu'un va vraiment avoir le courage d'intervenir.

- **Et vous pensez que cela pourrait aider ?**

- Oui, je crois que cela peut changer un peu la situation si quelqu'un du Parlement européen ou de la Commission européenne dit qu'il faut faire attention, que ce n'est pas correct. Cela va faire peut-être que le Premier ministre va changer encore une fois d'avis ... Je crois que cela va affecter un peu.

- Mais il y a déjà eu des protestations au niveau du Parlement européen contre Roşia Montană, si j'ai bonne mémoire. Cela n'a pas apporté grand chose au niveau de la conscientisation...

- Non. Mais maintenant il y a aussi le Premier ministre de Hongrie... non ce n'est pas le Premier ministre, c'est un représentant hongrois de la Commission européenne, qui a dit que si la Commission donne un avis positif concernant ce projet, cela serait une très grosse faute de ne pas en tenir compte. Le représentant de Hongrie est, bien sûr, intéressé par ce qui se passe ici, parce que les rivières coulent toutes vers la Hongrie...

- C'est déjà ce qui s'est passé à Baia Mare... C'est ce que la carte [parue dans *Le Réseau*, Spécial 20^e anniversaire, p. 46, ndlr] voulait montrer. Mais, dans ce cas-ci, les rivières ne coulent pas directement vers l'ouest dans le Crişul Alb, mais dans le Mureş... L'Abrud va dans l'Arieş, puis dans le Mureş.

- Oui, c'est vrai ! Donc, les Hongrois ont vraiment raison d'être concernés par cela et de se poser aussi la question si c'est bien ou pas ce qui se passe. Ils ont dit que le Parlement européen et la Commission européenne doivent prendre une décision plus stricte. Mais jusqu'à maintenant, cela n'a rien changé.

- Est-ce que le fait que des officiels hongrois disent quelque chose ne va pas provoquer, de façon un peu systématique et caricaturale, la réaction inverse en Roumanie, vu le contexte géopolitique ?

- Concernant cela ? Peut-être qu'il y a des personnes qui sont contre les Hongrois, parce qu'il y a toujours un peu de friction entre les minorités...

- Oui, c'est à cela que je fais référence indirectement. Le fait que les officiels hongrois disent « on est contre le projet », est-ce que cela ne va pas renforcer certains officiels roumains de dire « il faut au contraire le défendre » ? Ou bien cela dépasse ce stade-là ?

- Je ne crois pas que les officiels roumains vont réagir. Je ne sais pas si ça va changer quelque chose. Peut-être qu'on va avoir une réaction, mais ce n'est pas tellement important. Je pense qu'il y a d'autres problèmes qui sont beaucoup plus importants ! Et si quelqu'un fait une déclaration en Hongrie, cela va prendre cinq minutes d'attention, puis cela va retomber ; cela ne va pas « sortir » comme une grosse nouvelle.

- L'avenir, comment le voyez-vous ? Les aspects positifs, les aspect négatifs ? Le bilan ?

- Je ne sais pas quoi dire, exactement, sur l'avenir. Mais je m'attends à ce que la situation continue à être tendue, parce que les gens dans la rue ne donnent pas l'impression de vouloir s'endormir, cette fois-ci. Je ne sais pas exactement quelle va être la stratégie pratiquée par le Premier ministre par la suite, mais, pour l'avenir proche, je pense que cela va continuer de la même façon avec des protestations. Cela peut même devenir violent, à un moment donné. A long terme, j'espère qu'ils vont juste complètement arrêter le projet. J'espère aussi qu'ils vont introduire une loi contre l'exploitation au cyanure en grande quantité. Il y a déjà des exploitations au cyanure, mais qui se font avec de petites quantités et dans un environnement fermé. Cela peut se faire, mais pas à ciel ouvert et avec les milliers de tonnes de cyanure qu'ils veulent utiliser ! J'espère cela, mais je ne sais pas exactement quelle va être la direction prise pour ce projet. Mais je pense, personnellement, qu'il va être arrêté, finalement, parce que, comme vous avez dit, on ne peut pas vraiment s'opposer au peuple éternellement. Cela doit se résoudre d'une façon ou d'une autre et, au moins de nos jours, il me semble que le peuple devrait avoir le dernier mot. Sinon, cela va être la suppression de beaucoup de droits de l'homme, pour ceux qui demandent quelque chose pour leur pays. Et je ne pense pas que cela peut arriver vraiment. Mais ce ne sera ainsi que si les protestataires continuent vraiment à manifester dans la rue. Sinon, cela va continuer à se passer comme auparavant et tous les projets vont être développés.

- Est-ce que, finalement, on peut trouver quelque chose de positif dans tout cela ?

- Oui, je pense que c'est positif, même si la situation est assez discutable et assez dangereuse. Je crois qu'elle est positive parce que, autrement, la Roumanie ne se serait pas réveillée. Je ne suis pas sûre que c'est vraiment un réveil mais, au moins, il n'y a plus le même état de passivité, « on laisse tout comme ça ». On essaie quand même de se redresser, de dire quelque chose. Parce que c'est aussi la faute des Roumains s'ils n'ont pas fait entendre leur voix auparavant. Jusqu'à maintenant ils ont été dans un état de « on attend, on attend, cela va se passer avec le temps. On va laisser le temps résoudre le problème ». Mais le temps ne va pas résoudre le problème, parce que les

politiciens interprètent ce message comme étant... une acceptation. On leur donne un blanc seing si on ne dit rien.

- Donc, l'aspect positif que vous verriez dans tout ça, c'est le réveil de la société civile et le fait que les gens ont le courage d'agir en dehors des partis politiques ?

- Exactement. Ce n'est pas un mouvement politique ; ce n'est pas du tout politique. La plupart des gens qui font ces protestations n'ont pas d'orientation politique spécifique ; ils luttent contre la situation dégénérée dans laquelle la Roumanie se trouve à cause des politiciens. Jusqu'à présent, tout ce que la plupart des politiciens ont fait est de voler d'une manière ou d'une autre, sans faire des investissements concrets. Le pays a continué de se dégrader, d'une année à l'autre, parce que l'argent, au lieu d'être investi, a été mis dans la poche par certaines personnes. C'est comme si... Cela suffit ! J'espère au moins que cela va changer quelque chose.

- S'il y a une réaction brutale de l'Etat, par l'intermédiaire de la gendarmerie ou un autre procédé, est-ce qu'on ne risque pas de se trouver dans une situation semblable à celle qu'on a eue à l'époque d'Illiescu, lors des « minériades », c'est-à-dire une déstabilisation brutale et une sorte d'étouffement de la question ?

- Je ne sais pas quoi répondre, si jamais on arrivait à cette situation ; cela dépend des décisions prises par les politiciens, s'ils vont vraiment s'opposer au peuple ou pas. Mais il y a aussi le risque que les gens commencent à croire que ça ne marchera pas et que, de toutes façons, ils ne peuvent pas changer le pouvoir. Et, dans ce cas, comme vous l'avez dit, que cela va être complètement étouffé. Je ne sais pas...

- Parce que – c'est le principe de la cocotte-minute – si on ferme le couvercle et si on le maintient fermé, la pression augmente à l'intérieur. Et il arrive un moment, inévitable, où cela lâche...

- J'espère quand même que, si on met le couvercle et si la pression monte, j'espère que les gens ne vont pas retourner à la maison et rester devant la télé, comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant. Parce que c'est la seule manière qui nous permet de changer quelque chose : continuer de manifester et de demander nos droits, demander à être écoutés et respectés.

- Donc vous restez optimiste par rapport à cette situation ?

- Selon moi, c'est une situation qui peut être dangereuse et assez triste. Mais on est quand même arrivé à un point où on se dit que cela ne marche plus et où on essaie de changer quelque chose. Et ce fait a beaucoup manqué dans la société roumaine jusqu'à maintenant, de dire « je veux essayer de changer quelque chose ». Jusqu'à présent, on a toujours dit qu'on n'avait pas le pouvoir de changer quelque chose, parce que personne ne nous écoute. Evidemment, on ne peut rien faire tout seul ; mais si les gens continuent à se mettre ensemble, peut-être qu'ils vont réussir.

- Bien, je vous remercie. Ce n'est pas facile de parler de ce sujet parce qu'on sent qu'il y a des tensions de partout et des incertitudes, mais je crois qu'il faut l'aborder et le faire connaître.

- Je vous remercie aussi. J'apprécie aussi beaucoup votre travail, que j'ai découvert récemment. Je vous remercie aussi pour votre intérêt.

Andreea PILOIU et Hubert ROSSEL

Entretien du 18 octobre 2013
Mis en ligne le 25 novembre 2013